

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° DREAL-UID11/66-C3-2026-003
portant modification des conditions d'exploiter la carrière de la société BMI
PRODUCTION FRANCE, située au lieu-dit « Vendémies » sur la commune de
Limoux**

**LE PRÉFET DE L'AUDE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code forestier ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le décret du 16 juillet 2025 portant nomination de Monsieur Alain BUCQUET en qualité de préfet de l'Aude ;
- Vu** le décret du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2025-081 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2006-11-3484 du 16 février 2024 approuvant le Schéma Régional des Carrières d'Occitanie ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2006-5 du 23 juin 2006 autorisant la société LAFARGE COUVERTURE à défricher 63 600 m² de bois dans les parcelles cadastrées n°11, 15, 16, 17, 18 et 53 section EK sur le territoire de la commune de LIMOUX au lieu-dit « Vendémies » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2006-11-3486 du 22 septembre 2006 autorisant la société LAFARGE COUVERTURE à exploiter une carrière de terres argileuses et de graves naturelles sur le territoire de la commune de LIMOUX au lieu-dit « Vendémies » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2012160-0009 du 19 juin 2012, modifiant le montant des garanties financières fixées par l'arrêté préfectoral n° 2006-11-3486 autorisant la société MONIER (nouvelle dénomination sociale de la société LAFARGE COUVERTURE) à exploiter une carrière de terres argileuses et de graves naturelles sur le territoire de la commune de LIMOUX au lieu-dit « Vendémies » ;

- Vu** la demande en date du 30 juin 2025, complétée le 11 août 2025 et le 30 septembre 2025, de la société BMI PRODUCTION FRANCE (nouvelle dénomination sociale de la société MONIER) concernant la modification du phasage d'exploitation, du montant des garanties financières, du plan de remise en état du site et de prorogation de l'autorisation de défrichement pour l'exploitation de la carrière de terres argileuses et de graves naturelles sur le territoire de la commune de LIMOUX au lieu-dit « Vendémies » ;
- Vu** le dossier déposé à l'appui de la demande ;
- Vu** le rapport du 10 décembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société BMI PRODUCTION FRANCE par courriel en date du 10 décembre 2025 ;
- Vu** l'observation en date du 7 janvier 2026 formulée par la société BMI PRODUCTION FRANCE ;
- Considérant** que la demande de modification portée par la société BMI PRODUCTION FRANCE consiste en l'actualisation du plan de phasage d'exploitation et de remise en état du site, la mise à jour des garanties financière et la prorogation de l'autorisation de défrichement susvisée ;
- Considérant** que le rythme d'extraction des matériaux a été inférieur au rythme programmé dans l'autorisation initiale et que la société BMI PRODUCTION FRANCE propose en conséquence une mise à jour des deux dernières phases quinquennales d'exploitation, et l'abandon d'une partie du gisement identifié dans le cadre de l'autorisation en cours ;
- Considérant** que l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement porte à 25 ha d'extension de carrière le seuil à partir duquel le projet de modification est soumis à évaluation environnementale, et donc in fine, le seuil à partir duquel la modification peut-être jugée comme substantielle ;
- Considérant** que la demande de modification portée par la société BMI PRODUCTION FRANCE ne porte pas sur un projet d'extension de son périmètre d'autorisation ;
- Considérant** que le projet n'entraîne pas de nouveaux impacts sur les sols, sous-sols, les eaux souterraines et le paysage ;
- Considérant** que la modification partielle des conditions de remise en état portée à la connaissance du préfet par la société BMI PRODUCTION FRANCE n'est pas de nature à entraîner de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, au sens du 3° de l'article R. 181-46.I, ni ne constituent une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale au sens de 1° du même article ;
- Considérant** donc que ces évolutions ne constituent pas une modification substantielle selon les critères de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement, et qu'elle ne nécessite donc pas de nouvelle autorisation au sens de l'article L. 181-14 ;
- Considérant** toutefois que l'évolution projetée constitue une modification notable de l'installation autorisée, au sens de l'article R. 181-46.II du code de l'environnement ;
- Considérant** que cette modification notable nécessite une adaptation de deux dispositions de l'autorisation environnementale initiale, dans les formes prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;
- Considérant** que cette modification notable nécessite également une adaptation d'une disposition de l'arrêté préfectoral n° 2012160-0009 du 19 juin 2012, modifiant le montant des garanties financières fixées par l'arrêté préfectoral n° 2006-11-3486 ;

Considérant que cette modification notable nécessite enfin une adaptation d'une disposition de l'autorisation de l'autorisation de défrichement, conformément à l'article L. 341-3 du code forestier ;

Considérant selon l'article L. 181-14 du code de l'environnement que le préfet peut imposer toute prescription nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 de ce même code, ainsi qu'à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant enfin que l'ampleur de la modification projetée et l'adaptation en conséquence des prescriptions de l'autorisation initiale ne nécessitent pas de recueillir l'avis facultatif de la Commission Départemental de la Nature des Paysages et des Sites visée à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

Les prescriptions du présent arrêté complètent et modifient les prescriptions autorisant la société BMI PRODUCTION FRANCE, dont le siège social est situé 40 Avenue Aristide Briand à BAGNEUX (92220), à exploiter une carrière de terres argileuses et de graves naturelles située au lieu-dit « Vendémies » sur le territoire de la commune de LIMOUX.

ARTICLE 2 - PLAN DE PHASAGE

Les dispositions du premier paragraphe de l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2006-11-3486 du 22 septembre 2006 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Le développement dans le temps des travaux d'exploitation et simultanément des travaux de remise en état paysagère est fixé selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au dossier initial de demande en exploitation ainsi qu'au dossier de demande de modification en date du 30 juin 2025. »

Une copie des plans de phasage concernant les phases 4 et 5 sont annexés au présent arrêté.

ARTICLE 3 - PLAN DE REMISE EN ÉTAT

Les dispositions du premier paragraphe de l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral n° 2006-11-3486 du 22 septembre 2006 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au dossier initial de demande en exploitation ainsi qu'au dossier de demande de modification en date du 30 juin 2025. »

Une copie de ce plan de remise en état est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4 - MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2012160-0009 du 19 juin 2012, modifiant le montant des garanties financières fixées par l'arrêté préfectoral n° 2006-11-3486 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Le montant de la garantie financière après actualisation est fixé comme suit :

PHASE	PÉRIODE	MONTANT en EUROS
4	2021 - 2026	662 609 €
5	2026 - 2031	559 192 €

Les montants ci-dessus prennent en compte l'évolution de l'indice TP01 de référence (base 2010) à celui de mars 2025 : 131,7. »

ARTICLE 5 - AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2006-5 du 23 juin 2006 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Conformément à l'article L. 341-3 du code forestier, la validité de la présente autorisation est de vingt-cinq ans (25) à compter de sa délivrance. »

ARTICLE 6 - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 6.1 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier :

1. par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif de Montpellier peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Par ailleurs, conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre la présente décision, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 6.2 - Affichage et publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement :

- Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de quatre mois.

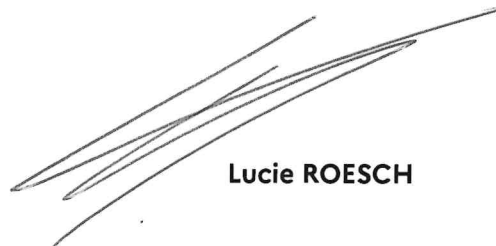
Article 6.3 - Exécution et notification

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de Limoux sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Montréal et à la société BMI PRODUCTION FRANCE dont le siège social est situé 40 Avenue Aristide Briand à BAGNEUX (92220).

Fait à Carcassonne le

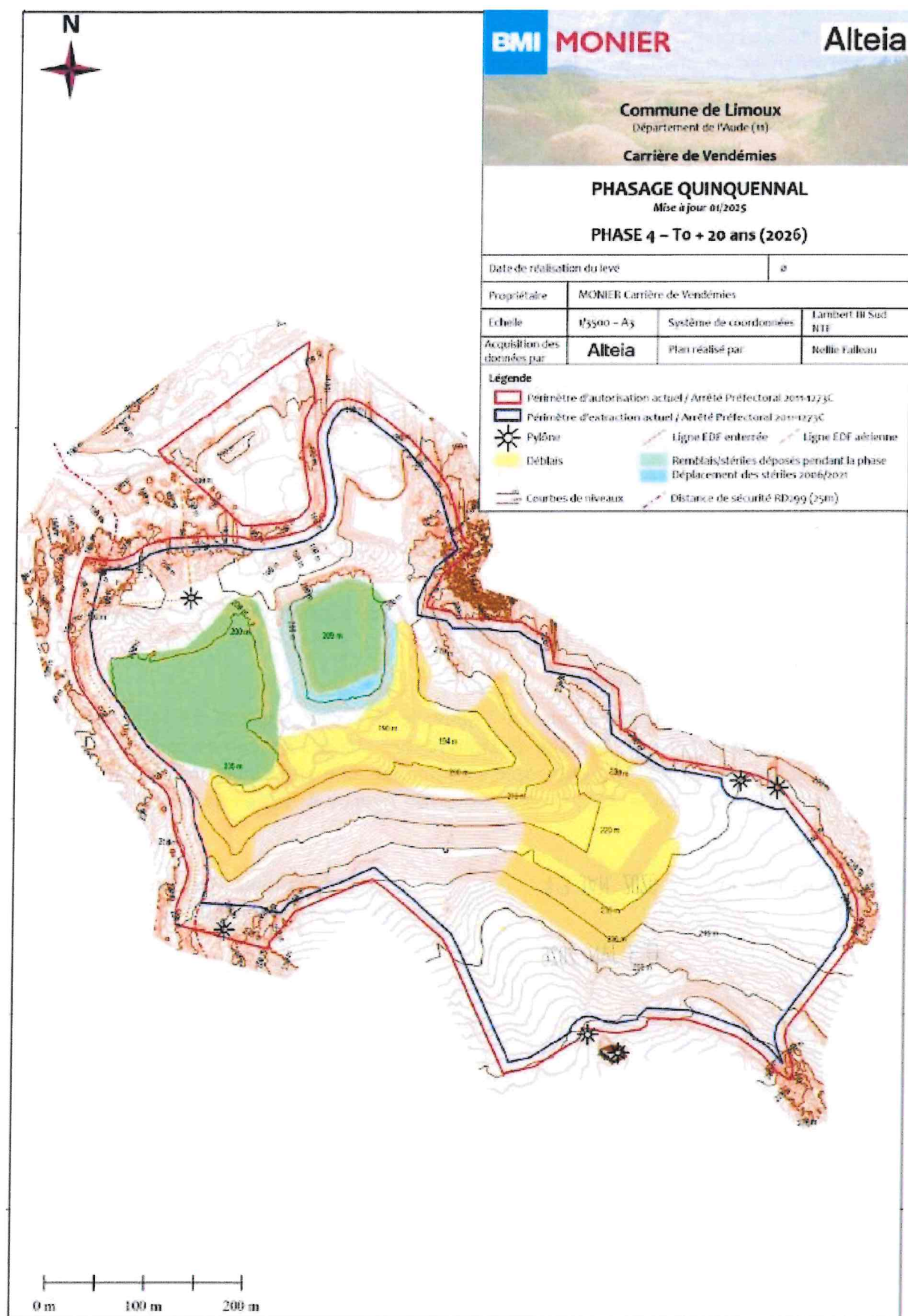
13 JAN, 2026

Pour le préfet, et par délégation,
La secrétaire générale de la préfecture,

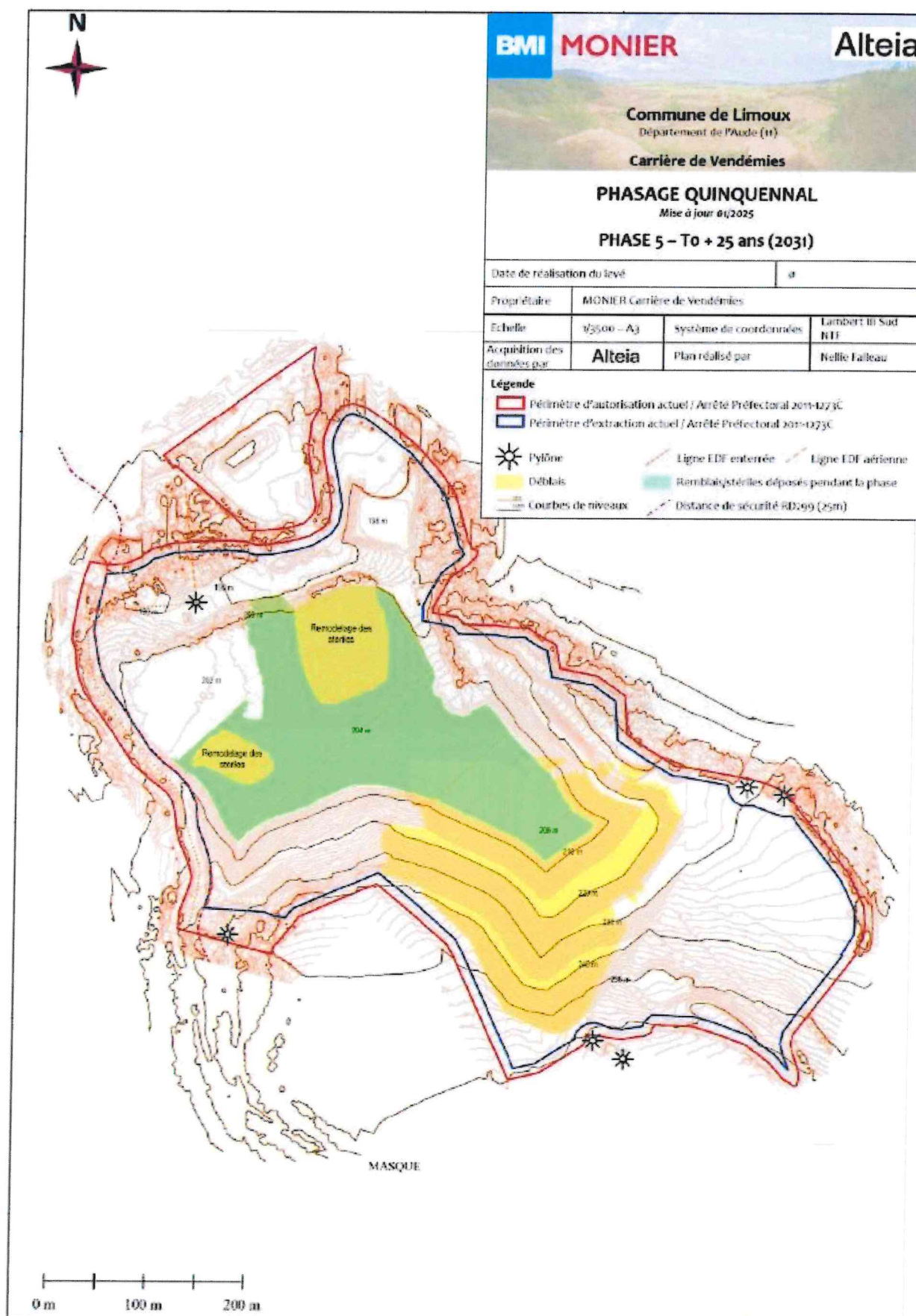


Lucie ROESCH

ANNEXE – PLAN DE PHASAGE (PHASE 4)



ANNEXE – PLAN DE PHASAGE (PHASE 5)



ANNEXE – PLAN DE REMISE EN ÉTAT

